

COMPTE-RENDU COMITÉ ENTREPRISE EUROPEEN (CEE) EDF - NOVEMBRE 2024 -

Les membres **CFDT** vous restituent l'actualité et les temps forts de la réunion du **CEE EDF** du 20 novembre 2024.



L'ordre du jour portait sur :

- Actualités des filiales européennes
- Informations sur le projet BOOST
- Perspectives du Groupe EDF sur le nouveau nucléaire en Europe
- Activités "Retail" au sein des entités du Groupe EDF présentes dans les pays du G4 (France, UK, Italie, Belgique)

➤ Cette instance de CEE EDF est présidée par Mme Caroline CHANAVAS, DRH du Groupe EDF et Nadège GHIZOLI, Directrice du dialogue social.

➤ En plus des délégations françaises, les filiales européennes suivantes sont représentées : Allemagne, Belgique, Italie, Pologne, Royaume-Uni

➔ Actualité des filiales européennes



La prolongation de 20 ans de la durée de vie de Sizewell B est à l'étude et nécessitera de forts investissements. Le chantier HPC accueille près de 14 000 travailleurs à date alors que celui de Sizewell C compte 1800 personnes. L'investissement final devrait être validé par le gouvernement début 2025.



La cession d'Edison Stockage est engagée, la négociation sur les conditions d'accompagnement semble avancer positivement. En Italie, EDISON promeut le débat sur le nouveau nucléaire, l'objectif étant de tripler le nucléaire d'ici 2050 (forte promotion des SMR et AMR).



La délégation allemande était en grande partie absente car sollicitée par une importante journée d'action à Lingen en soutien aux activités de fabrication du combustible VVER du site Framatome. Une autorisation du ministère de Basse Saxe est attendue en ce sens, cela représente un enjeu majeur pour la pérennité du site.

Objectif 20230 : sortir du charbon – énorme défi !

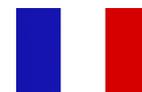
Edison NEXT Pologne : 378 salariés. La situation sociale est toujours compliquée à la suite de la perte du contrat avec Stellantis. Le **CEE** demande l'ouverture d'une négociation pour des conditions d'accompagnement à ce plan de haut niveau, comme cela a été le cas par le passé.



La centrale à gaz de Seraing devrait démarrer son activité en novembre 2025 (310 MW). 3 projets de parcs batteries sont en cours, ainsi qu'un autre projet de centrale à gaz haute performance. L'impact de l'Intelligence Artificielle sur l'activité des salariés est un sujet de réflexion chez Luminus.



Les délégations françaises sont intervenues sur les sujets critiques de la centrale de Cordemais, dont la production charbon doit s'arrêter en 2027 et pour lequel un projet d'installation d'une filiale Framatome est à l'étude ; de Photowatt, en cours de cession (reprise par Carbon dénoncée et refusée par les salariés) et sur Framatome Jarric dont la production de zirconium est perturbée suite aux annonces de fermeture de VENCOREX (fournisseur de sel) et l'affaiblissement d'ARKEMA (transfo. du sel en chlore).



Le **CEE** soutient les représentants français et les salariés concernés pour que l'accompagnement des salariés soit optimal...

➔ Activité Retail des pays du G4

Intervention de Jean-Philippe LAURENT, Dir Stratégie et Développement - Pôle clients services et territoires

	Décarbonation des usages
	Sobriété et Efficacité énergétique
	Fournisseur responsable d'énergies et d'EnR locales

Le pôle CST réaffirme sa stratégie centrée sur l'accompagnement de ses clients vers la décarbonation et la maîtrise des factures.

EDF indique que la décarbonation passera par une électrification des usages : Pourtant c'est loin d'être gagné, la demande est en baisse dans tous les secteurs.

Une stratégie pour inverser la pente est en cours : plan d'influence des pouvoirs publics pour faire évoluer la législation (ex : adapter les certificats d'économie d'énergie) et démarches auprès de clients (valorisation pompes à chaleur).

> 150 TWh
 Supplément d'électrification en 2035

La **CFDT** a regretté que la présentation soit concentrée sur la stratégie globale du pôle et non sur la typologie des marchés de l'énergie, leurs parts de marché en incluant les volumes et la stratégie de chaque segment de la fourniture d'énergie.

➔ Présentation du projet BOOST

Intervention de Béatrice BUFFON et Katleen DAEMS



La direction EDF indique que ce projet consiste en un regroupement ambitieux et stratégique à l'international de la Direction Internationale, de la Direction Juridique Internationale et d'EDF Renouvelables pour :

- Capitaliser sur nos forces pour porter un projet de croissance
- Rendre l'organisation plus lisible vis-à-vis de nos parties prenantes
- Financer la croissance sur un modèle d'affaire commun

Cela va donc passer par une nouvelle organisation, une nouvelle identité avec des réflexions en cours sur le nom de la future entité. Les emplois actuels en France et à l'international seront conservés.

L'ambition est de :

- Contribuer significativement au Projet d'Entreprise
- Offrir à nos clients publics et privés une palette large de solutions répondants à leurs enjeux
- Contribuer à la mise en service de 8GW bruts d'énergies renouvelables par an en moyenne
- Développer des projets réseaux : projets de transport et d'interconnexion, solutions de mini-grid
- Accélérer le développement de solutions de stockage et de flexibilité



Le CEE a indiqué qu'il aurait souhaité être consulté et ainsi rendre un avis formel sur le sujet.

Pour rappel, un avis sera prochainement rendu en CSEC. L'expertise est en cours et une demande intersyndicale de négociation pour sécuriser les salariés d'EDF SA avec des mises à disposition est en cours. Un enjeu important lié à l'accompagnement des salariés concernés n'est à ce jour pas traité.

➔ Nouveau nucléaire en Europe

Intervention de Xavier URSAT et Camille GROUT



L'ambition du Groupe est « d'être en capacité de livrer 2 réacteurs par an pour nos propres besoins et ceux de nos clients », cela nécessite de sécuriser 1 réacteur par an à l'export.

Il faut 2 réacteurs/an pour entrer dans une logique industrielle de série. Ainsi, les contrats français et au UK ne suffisent pas, il faut s'étendre au reste de l'Europe.

La direction indique sentir une prise de conscience des différents régulateurs européens en matière d'homogénéisation et de convergence des exigences.

Avancement EPR UK

HPC : L'avancement du projet est supérieur à 60%.

Le site accueille plus de 13000 salariés/jour.

Les prochaines étapes sur le chantier : introduction de la cuve dans le bâtiment réacteur et pose du stator dans la salle des machines de l'Unité 1 d'ici fin d'année 2024 ; pose du dôme sur le bâtiment réacteur de l'unité 2 en Q3 2025.

SZWC : Investissements déjà engagés : 1,3 milliard de livres sterling + 700 millions de livres sterling + 511 millions de livres.

En septembre 2024, le ministère de la sécurité énergétique a proposé le lancement d'un nouveau programme de financement à hauteur de 5,5 milliards de livres. Le gouvernement devrait confirmer son engagement d'ici la fin de l'année. Les conditions finales de financement sont en cours de discussion avec le gouvernement britannique et l'accord devrait être défini en 2024.

La CFDT a insisté sur l'importance de repenser notre stratégie en matière de nouveau nucléaire, la perte du contrat EPR 1200 avec la République Tchèque doit nous interroger sur l'importance de fabriquer un démonstrateur en France, la Direction indique y penser sans pour autant acter une décision. Nous avons également questionné la Direction sur la maturité du design de l'EPR2, la direction indique que le basic design est stabilisé et que la maturité est validée.

Certains pays, comme la Finlande ou les Pays-Bas n'excluent pas de s'engager dans la construction d'EPR 1ère génération !

➔ Vos représentants CFDT pour ce CEE

- Marc FERRON : Secrétaire de l'instance
- Frédéric FRITSCH : Secrétaire adjoint CFDT
- Catherine CUTIVET
- Gaëlle FASULO



Prochain Comité Entreprise Européen

4 juin 2025

